

LA DÉGRADATION DE LA NOTE DE LA FRANCE

M. Hollande : « Nous ne sommes plus en première division »

Pour le candidat socialiste, la perte du triple A signe l'échec du quinquennat de M. Sarkozy

Entretien

François Hollande, candidat du PS à la présidentielle, a répondu au *Monde* vendredi soir. Il estime que la perte du triple A ne complique pas son projet. « *Je l'avais anticipée* », indique-t-il. **En quoi Nicolas Sarkozy est-il responsable de la perte du AAA ?**

Le président sortant avait fixé comme un « *objectif* », et même comme une « *obligation* », la conservation du triple A. Une fois encore, la promesse n'a pas été tenue. La dégradation de la note

« *Seize sommets de la dernière chance pour en arriver là !* »

faible s'explique par un déficit public bien plus élevé que celui de l'Allemagne (5,5 % du PIB contre 1 %), un écart de compétitivité en notre défaveur (75 milliards de déficit de la balance commerciale contre 160 milliards d'excédent outre-Rhin) et une croissance quasi nulle dans notre pays. Cette sanction signe l'échec de son quinquennat.

François Baroin juge que la France conserve une « excellente notation »...

Je ne veux jamais disqualifier mon pays. Mais je constate que, depuis plusieurs mois, les marchés avaient anticipé la dégradation de la note, puisqu'ils exigeaient un taux d'intérêt sur nos obligations d'Etat de 3,1 %, contre 1,75 % pour l'Allemagne. Le plus grave, c'est que notre position en Europe va s'en trouver affaiblie : nous sommes les seuls, avec l'Autriche, à perdre le triple A. C'est la première fois, depuis que les Etats sont notés, que la France

décroche par rapport à l'Allemagne. Nous ne sommes plus en première division.

M. Baroin jure qu'il n'y aura pas de nouveau plan de rigueur...

Qui peut croire, alors que la croissance va être de 0,5 % au lieu des 1 % affichés, que nous pourrions atteindre l'objectif de réduction de nos déficits à la fin de l'année ? D'autant que le coût de notre dette va être alourdi par la perte du triple A. Si le principe de sincérité était respecté par le pouvoir actuel, il devrait présenter au Parlement une loi de finances rectificative. Or il s'y refuse, tout en annonçant des hausses d'impôt comme la TVA. Ce qui ne peut qu'ajouter à l'inquiétude des Français.

Ne vous sera-t-il pas plus difficile de vous opposer aux « réformes de structure » du gouvernement ?

Le gouvernement avait justifié sa réforme des retraites, dont chacun sait qu'elle est injuste et qu'elle n'est pas financée, au seul motif de préserver le triple A. Cet argument vient de tomber. Et ce n'est pas en bousculant le financement de la protection sociale et en improvisant un nouveau bricolage fiscal que le président sortant va rassurer les marchés. Il a déjà perdu leur confiance, ainsi que celle des Français. En matière de politique économique, ce qui compte, c'est la cohérence et la stabilité. Tout ce qui a manqué depuis 2007. **Jean-Luc Mélenchon lance un appel à « résister » à « la guerre de la finance contre la France ».** **Le suivez-vous ?**

Dominer la finance est nécessaire. C'est pourquoi je propose des mesures sur les produits dérivés, les comportements des banques et la fiscalité sur les transactions financières. Mais une façon de retrouver notre souveraineté, c'est aussi de nous désendetter,



François Hollande dans son QG de campagne, avenue de Ségur dans le 7^e arrondissement de Paris, le 10 janvier. J.-C. COUTAUSSE/FEDEPHOTO POUR « LE MONDE »

afin de ne pas avoir à solliciter les marchés dont nous dénonçons la trop grande influence.

Marine Le Pen, qui défend la sortie de l'euro, a des intentions de vote élevées. Que cela vous inspire-t-il ?

L'extrême droite prospère toujours en période de crise. Plutôt que de dénoncer ses électeurs, je préfère démontrer que ses solutions seraient nuisibles à ceux qu'elle prétend défendre. La sortie de l'euro signifierait, pour la France, des taux d'intérêt deux ou trois fois plus élevés pour une dette qui se trouverait renchérie de 20 % à 30 %. Ce serait l'asphyxie.

Si vous êtes élu, ferez-vous de la reconquête du triple A un objectif ?

Mon objectif, c'est de redonner confiance à la France. Elle dispose de nombreux atouts qui rendent possible le redressement. A la condition que la justice soit au cœur de nos choix. Des efforts seront à demander, surtout à ceux qui ont reçu le plus durant le mandat qui s'achève.

La perte du triple A complique la

production de votre projet !

Non, car je l'avais anticipée. C'est sur la durée du prochain quinquennat que j'ai à faire mes propositions. Les premiers mois seront consacrés au redressement, au rétablissement des comptes publics et à la politique industrielle. Ensuite, nous pourrions retrouver des marges de manœuvre pour redistribuer ce que nous aurons créé. Tout sera fait pour la croissance, et c'est pourquoi je veux revoir l'accord européen pour lui ajouter cette dimension.

Anticipez-vous une aggravation de la crise européenne ?

Rien n'est réglé dans la zone euro. Seize sommets de la dernière chance pour en arriver là ! La meilleure façon de protéger la France, c'est de faire l'effort de redressement dans la justice et de mettre en place au niveau européen les instruments pour vaincre la spéculation. Dans cet esprit, je relancerai l'idée d'une agence publique européenne de notation. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
DAVID REVAULT D'ALLONNES
ET THOMAS WIEDER

Les réactions des autres candidats à la présidentielle

La majorité des candidats à l'élection présidentielle évoquait, vendredi soir 13 janvier, un « échec » de Nicolas Sarkozy. « C'est la première étape de l'éclatement de la zone euro », a déclaré Marine Le Pen, présidente du Front national, au Monde.

Le centriste François Bayrou, candidat du MoDem, a été le seul à observer que les « gouvernements de gauche et de droite portent leur part de responsabilité ».

Jean-Luc Mélenchon, pour le Front de gauche, s'en est pris à l'agence de notation Standard & Poor's « qui déclare la guerre de la finance contre la France ». « Il faut rendre les coups », a-t-il observé en n'écartant pas la possibilité de « suspendre les versements français au budget de l'Union européenne ».

Eva Joly, candidate d'Europe Ecologie-Les Verts, voit dans la perte du AAA « l'échec de la politique

de Nicolas Sarkozy et de ses cadeaux fiscaux ». « Ça ne change rien !, a estimé le candidat du Nouveau Parti anticapitaliste, Philippe Poutou. C'est un nouveau prétexte pour faire peur et justifier l'austérité. »

« Il faut en finir avec les rustines », a insisté le candidat du Nouveau Centre, Hervé Morin, partisan de « mesures d'économies immédiates », tandis que Dominique de Villepin, ancien premier ministre, prônait « un pacte de croissance et d'emploi ». « Ce n'est plus le temps des mesurées », a ajouté Christine Boutin (Parti chrétien-démocrate), tandis que le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan assurait sur LCI : « C'est la fin de l'euro qui commence. » La perte du AAA est « malheureusement la sanction d'une politique budgétaire déraisonnable. Hélas, les Français en paieront le prix : double peine », a tweeté Corinne Lepage.

LA DÉGRADATION DE LA NOTE DE LA FRANCE

Berlin garde son AAA, mais n'est « pas indifférent » à la dégradation de la France

L'Allemagne s'inquiète des conséquences de la décision de S & P pour l'Europe et son économie

Berlin
Correspondant

Alors que le gouvernement allemand, comme le gouvernement français, avait commencé à préparer les esprits en décembre 2011 à une éventuelle dégradation du AAA, le maintien de celui-ci est évidemment une bonne nouvelle pour Berlin.

Le gouvernement s'est pourtant bien gardé de tout triomphalisme. L'Allemagne n'a jamais voulu porter, seule, le sauvetage de l'euro. L'affaiblissement de la France est donc aussi une mauvaise nouvelle pour Angela Merkel, plus que jamais en première ligne.

Seul membre du gouvernement à s'exprimer sur le sujet dès vendredi 13 janvier, Wolfgang Schäuble, ministre des finances, a d'ailleurs indiqué que « la France est sur la bonne voie ». Il n'a pas exclu que la décision de Standard & Poor's (S & P) sur la France ait un impact sur l'Allemagne : « Je crois que nous sommes tous étroitement liés les uns aux autres. Pour cette raison, cela ne nous laisse pas indifférents », a dit le ministre.

Pourquoi Paris a-t-il été dégradée et pas Berlin ? Si la dette globale de l'Allemagne reste élevée (81,7% du PIB), l'organisme statistique public Destatis a annoncé mercredi 11 janvier qu'en 2011 le déficit public (Etat, Etats-régions et communes) ne s'était élevé qu'à 26,7 milliards d'euros, soit 1% seulement du produit intérieur brut (PIB).

Le lendemain, le ministère des finances indiquait que le déficit du seul budget de l'Etat fédéral n'était en 2011 que de 17,3 milliards d'euros – contre 48,4 initialement prévus – grâce à une croissance plus forte et à des rentrées fiscales plus importantes qu'anticipé.

Mais, a reconnu le ministère, une telle situation ne devrait pas se reproduire en 2012. Le gouvernement devrait en effet, dès le 18 janvier, revoir à la baisse ses perspectives de croissance. Après un très bon millésime 2011 (3% de croissance), 2012 pourrait voir un effon-



La chancelière Angela Merkel avant une rencontre avec Nicolas Sarkozy, le 9 janvier à Berlin. MARKUS/SCHREIBER/AP

drement de celle-ci. Dans la suite du dernier trimestre 2011 marqué par une croissance négative, l'année 2012 pourrait démarrer par une récession durant un ou deux trimestres et terminer, selon les prévisions, avec une croissance d'environ 0,5%.

La mise en place du mécanisme européen de stabilité risque d'être plus difficile que prévu

Le nouveau plan de rigueur probable en France après les élections ne peut qu'être une mauvaise nouvelle pour l'Allemagne. L'Hexagone reste en effet son principal client.

Autre conséquence négative pour l'Allemagne de la dégradation française : la mise en place du mécanisme européen de stabilité

(MES) risque d'être plus difficile que prévu. Les 500 milliards d'euros qui devraient être apportés à son capital (dont 27% venant d'Allemagne et 20% de France) le seront sans doute en deux tranches, mais Paris pourrait être tenté de retarder autant que possible le versement de sa quote-part.

De même, Berlin reconnaissait ces dernières semaines qu'une dégradation de la note de la France aurait vraisemblablement des conséquences sur la notation du Fonds européen de stabilité financière, dont la France est le deuxième contributeur derrière l'Allemagne.

Ces difficultés à venir faisaient passer au second plan le fait que l'Allemagne est devenue une valeur-refuge et que les emprunts de ce pays se placent à des taux historiquement très bas.

Hasard du calendrier, le jour même où la France perdait son AAA, le gouvernement allemand annonçait, mine de rien, la fin prochaine du « Merkozy », en allusion

à l'accapitation par le couple franco-allemand de la gestion de la crise. Le porte-parole d'Angela Merkel a en effet indiqué vendredi que la chancelière avait invité à dîner à Berlin, jeudi 19 janvier, les dirigeants portugais, suédois et autrichien pour un « échange informel » sur l'Europe. D'autres réunions de ce type mêlant pays du Nord et du Sud, de la zone euro ou non, seront organisées les prochaines semaines.

Si les multiples entretiens à venir de la chancelière peuvent aussi être une tentative de réponse à la montée de la germanophobie en Europe et aux critiques contre le couple franco-allemand, la faiblesse de la France n'y est peut-être pas non plus étrangère. « L'Allemagne travaille avec nous car nous sommes les deux seuls grands pays européens à avoir le AAA », reconnaissait l'entourage de Nicolas Sarkozy en décembre 2010, à l'issue d'un conseil des ministres franco-allemand. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

La renégociation de la dette grecque au point mort

Pour les créanciers privés, l'effort réclamé va trop loin. Les discussions ont été interrompues

C'est l'autre mauvaise nouvelle de ce vendredi 13 (janvier). Dans la soirée, les négociations entre le gouvernement grec et ses bailleurs de fonds privés, visant à effacer 100 milliards d'euros d'une dette de plus de 350 milliards – 160% du produit intérieur brut (PIB) –, se sont interrompues. « Faute de réponses constructives apportées par toutes les parties », a expliqué, elliptique, l'Institut international de la finance, représentant les banques, assurances et fonds créanciers d'Athènes.

La porte n'est pas totalement fermée. Les bailleurs de fonds privés ont prévu de revoir le premier ministre grec, Lucas Papademos, mercredi 18 janvier. Mais, si d'ici là, les choses n'ont pas avancé, les discussions pourraient définitivement s'arrêter.

Bluff ? Athènes prend la chose au sérieux. « Nous savons parfaitement à quel point la situation est critique », a reconnu M. Papademos. Sans cet accord, « le pays fait face à des dangers économiques graves ».

En cas de fiasco, la Grèce pourrait être acculée au défaut de paiement dès le 20 mars, date à laquelle elle doit rembourser 14,5 milliards d'euros. Une catastrophe pour le pays, pour ses banques, qui essuieraient des pertes parfois colossales, et, au-delà, pour la zone euro, dont la réputation serait entachée. Personne n'a donc, a priori, intérêt à ce que les négociations capotent.

Reste que les créanciers privés trouvent que l'effort réclamé, censé être volontaire, va trop loin. Le Fonds monétaire international (FMI) et des représentants allemands auraient attisé la nervosité en augmentant les exigences, raconte une source proche des négociations.

Les créanciers privés ont accepté d'échanger leurs titres grecs actuels, dont l'échéance varie de cinq à dix ans, contre de nouvelles

obligations d'échéance à trente ans, valant moitié moins. En complément, les créanciers reçoivent aussi une petite partie en « cash », représentant 30 milliards d'euros, ou l'équivalent en obligations émises par le Fonds européen de stabilité financière (FESF).

« Il y a des limites »

Ce sacrifice est considérable, assurent les créanciers, qui exigent des contreparties. « Une rémunération ressemblant à quelque chose », indique un financier. L'idée est de fixer aux nouvelles obligations grecques un taux d'intérêt variable, faible les premières années, pour ne pas entraver le redressement du pays, plus élevé ensuite en l'indexant à l'évolution du PIB grec. Plus le pays se redresse plus les créanciers s'enrichissent. C'est l'espoir d'un « retour à meilleure fortune », explique un négociateur.

Athènes est d'accord pour un coupon de 3%. Insuffisant, disent les créanciers, qui exigent 5%. Ce taux, ajouté à la décote, revient, in fine, à enregistrer une perte totale sur la créance de départ de 60%, calculent-ils, quand la partie adverse veut un abandon de créance de 70% à 80%, prétend une source proche des banques. « Il y a des limites », résume celle-ci.

Personne, donc, n'a voulu lâcher le morceau. Les créanciers privés sont d'autant plus pugnaces qu'au fil des semaines des fonds spéculatifs, qui ont acheté de la dette sur le marché à vil prix et sont prêts à tenter le tout pour le tout pour se « refaire », se sont invités dans ces débats. Iront-ils trop loin ? Vendredi, une source proche du gouvernement grec a évoqué « des opérateurs de marché qui multiplient les pressions en pariant sur l'effondrement de l'euro ». ■

CLAIRE GATINOIS
ET ALAIN SALLES (À ATHÈNES)

LA DÉGRADATION DE LA NOTE DE LA FRANCE

La décision de Standard & Poor's confirme une zone euro à quatre vitesses

L'agence estime « insuffisantes » les initiatives prises par les Européens ces dernières semaines

Sur les marchés, les Etats de la zone euro n'ont longtemps fait qu'un, les investisseurs achetant indifféremment de la dette allemande et grecque. Une convergence que la crise a fait voler en éclats. En dégradant les notes de neuf des dix-sept Etats de l'union monétaire, vendredi 13 janvier, Standard & Poor's (S & P) scelle un peu plus cette zone euro à plusieurs vitesses.

L'agence a dégradé d'une note cinq pays : la France, l'Autriche, Malte, la Slovaquie et la Slovaquie. Elle a baissé de deux crans les évaluations de quatre Etats : Espagne, Italie, Portugal, Chypre. Et quatorze pays, dont la France, sont sous le coup d'une « perspective négative », ce qui signifie qu'ils ont au moins une chance sur trois d'être dégradé dans les deux ans.

Les notations de S & P mettent en exergue l'existence d'une zone euro à quatre vitesses. D'abord le noyau dur, ces Etats vertueux bénéficiant toujours de la meilleure notation possible, le AAA : l'Allemagne, la Finlande, le Luxembourg et les Pays-Bas. Mais ce camp pourrait à l'avenir se réduire à peau de chagrin, car seule la note de Berlin n'est pas assortie d'une « perspective négative ».

Vient ensuite une deuxième catégorie de pays, celle des Etats solides mais n'offrant plus la sécurité maximale : la France (notée AA+, la deuxième note sur vingt-deux), la Belgique (AA), l'Autriche (AA+), l'Estonie (AA-).

Suivent les Etats en difficulté mais ayant toujours la moyenne : Slovaquie (A+), Espagne (A), Slovaquie (A), Irlande (BBB+), Malte (A-) et Italie (BBB+). Enfin, vient la queue de peloton, ces pays classés dans la catégorie « junk bonds » (« obligations pourries »), selon le jargon des marchés : Portugal (BB), Chypre (BB+) et Grèce (C).

Standard & Poor's avait émis le souhait que le conseil européen du 9 décembre 2011 soit une étape majeure dans la résolution de la crise. Or, un peu plus d'un mois après, l'agence ne cache pas sa déception. « Les dégradations sont essentiellement guidées par notre évaluation des initiatives prises ces dernières semaines par les décideurs politiques européens, lesquelles pourraient être insuffisantes pour résoudre de façon totale les tensions systémiques en Europe », explique S & P.

Dans son communiqué, l'agence est particulièrement sévère avec la gouvernance européenne. Elle pointe notamment comme facteur de stress « le conflit ouvert et prolongé entre les décideurs européens », puis juge que « l'efficacité, la stabilité et la visibilité des politiques et des institutions européennes n'ont pas été aussi fermes que ce que nous croyons nécessaire ».

L'agence dénonce aussi une forme d'aveuglement face aux vraies racines de la crise, qui, pour les dirigeants européens, découlerait « principalement de prodigalité budgétaire à la périphérie de la

zone euro ». Or, note Standard & Poor's, les problèmes financiers viennent aussi « de déséquilibres extérieurs croissants et des divergences dans la compétitivité entre le noyau de la zone euro et la soi-disant "périphérie" ».

Retour en arrière

Conséquences de cette reconnaissance « partielle » des racines de la crise, les politiques de rigueur extrême menées en Europe risquent d'aggraver encore la situation : « Nous croyons qu'un paquet de réformes ne reposant que sur le seul pilier de l'austérité budgétaire risque de devenir auto-destructeur », explique S & P, pointant des risques de chute de la consommation et des rentrées fiscales.

Un acteur trouve grâce aux yeux des S & P : la Banque centrale européenne (BCE), qui a réussi à éviter « un effondrement de la confiance des marchés », en accordant aux banques des montagnes de liquidités.

Les dégradations de S & P sont sévères pour quatre pays. En premier lieu l'Italie. Désormais évaluée BBB+, la Péninsule est notée comme l'Afrique du Sud ou la Thaïlande et n'est plus qu'à deux crans de la catégorie « junk bonds ». Lestée d'une dette de 1900 milliards d'euros (120% du produit intérieur brut), elle est confrontée également, selon S & P, à un « faible potentiel de croissance ».

Depuis l'automne, la Péninsule fait face à une forte hausse de ses

taux d'emprunts : les rendements de ses titres à dix ans culminaient ces derniers mois autour de 7%, niveau insoutenable à moyen et long terme selon nombre d'observateurs. Ces derniers jours, la situation s'était quelque peu normalisée, Rome réussissant à vendre de la dette à court terme à des taux en forte baisse. Une amélioration désormais hypothéquée par Standard & Poor's.

L'Espagne, encore notée AAA en 2009 et désormais à A, risque elle aussi d'effectuer un violent retour en arrière, après l'accalmie constatée sur les marchés ces derniers jours. La dette publique reste peu élevée, à 67,4% du PIB en 2011, mais le pays est affecté par des « déséquilibres entre épargne et investissement », des « hauts niveaux de dette extérieure à court terme » et un coût de recapitalisation des banques potentiellement en hausse.

Reste les cas de Chypre et du Portugal, désormais classés en « obligations pourries », ce qui va automatiquement pousser un certain nombre d'investisseurs, en raison de leurs règles internes, à se débarrasser de ces emprunts d'Etat. Pour l'île de la Méditerranée, cette dégradation pourrait l'obliger à réclamer un premier plan d'aide à la zone euro. Quant à Lisbonne, cette issue risque de retarder son retour sur les marchés après un premier programme de sauvetage de 78 milliards d'euros octroyé en mai 2011. ■

CLÉMENT LACOMBE

De la chute de Lehman Brothers à la dégradation : trois ans et demi de crise

15 septembre 2008 La banque d'affaires américaine Lehman Brothers annonce « son intention de se déclarer en faillite ». Merrill Lynch, autre établissement financier de renom, est racheté par Bank of America, pour 50 milliards de dollars (35 milliards d'euros). Le géant de l'assurance AIG est placé sous la tutelle du gouvernement fédéral américain.

4 octobre 2009 En Grèce, le socialiste Georges Papandréou arrive au pouvoir et annonce que le déficit budgétaire, volontairement sous-estimé, sera bien plus élevé que 6% du produit intérieur brut (PIB) : il atteindra 15,4%.

2 mai 2010 Avec l'aide du Fonds monétaire international (FMI), les pays de la zone euro débloquent une aide de 110 milliards d'euros pour la Grèce, incapable de refinancer sa dette sur les marchés.

10 mai Pour enrayer la contagion à d'autres pays, la zone euro crée le Fonds européen de stabilité financière (FESF, 440 milliards d'euros). Avec l'aide du FMI, une enveloppe de 750 milliards d'euros est disponible. La Banque centrale européenne (BCE) se met à acheter des emprunts d'Etat grecs pour enrayer les attaques des marchés.

28 novembre Une aide de 85 milliards d'euros est octroyée à l'Irlande, plombée par ses banques.

3 mai 2011 Le Portugal est placé sous assistance, avec une aide de 78 milliards d'euros.

21 juillet Un deuxième plan d'aide de 109 milliards d'euros est adop-

té pour la Grèce. A cela s'ajoute une contribution de 49 milliards d'euros des créanciers privés, qui acceptent une décote de 21% sur leurs emprunts d'Etat grecs.

5 août L'agence de notation Standard & Poor's abaisse la note AAA de la dette américaine à la note inférieure AA+. Jamais, depuis que cette notation est attribuée, les émissions d'emprunts de Washington n'avaient été dégradées par une agence reconnue.

8 août La BCE rachète de la dette italienne et espagnole.

24 août Pour réduire le déficit budgétaire, le premier ministre français, François Fillon, dévoile un plan de mesures de 12 milliards d'euros.

17 octobre L'agence de notation Moody's annonce qu'elle va surveiller et évaluer le caractère stable de la perspective du triple A de la France au cours des trois prochains mois.

27 octobre Le deuxième plan de sauvetage de la Grèce est gonflé : il est porté à 130 milliards d'euros. Les banques, elles, acceptent de renoncer à la moitié de leurs créances sur ce pays. Les outils du FESF sont renforcés.

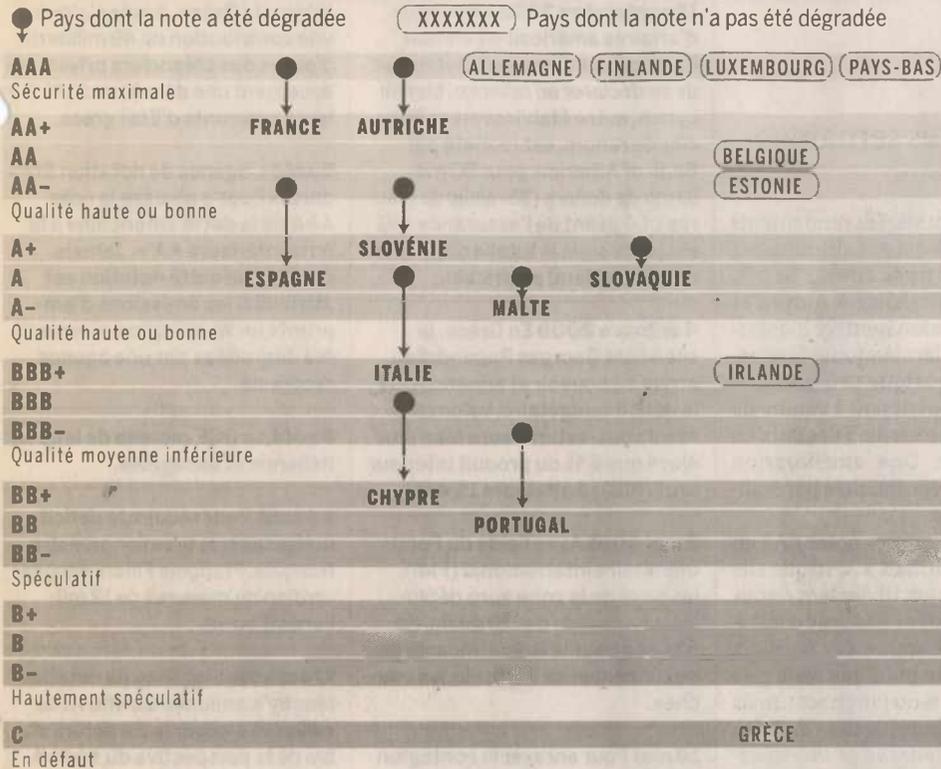
7 novembre M. Fillon annonce un nouveau plan d'économies de 65 milliards d'ici à 2016, dont 18,6 milliards pour la période 2012-2013.

13 janvier 2012 Standard & Poor's dégrade les notes de neuf pays de la zone euro. Paris perd son AAA.

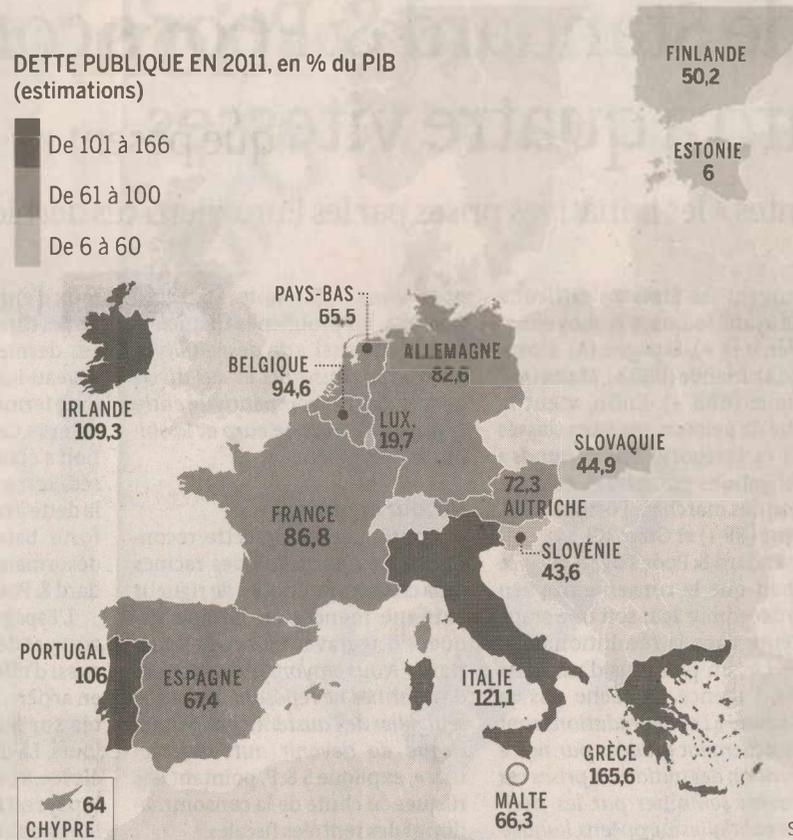
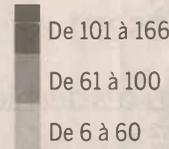
LA DÉGRADATION DE LA NOTE DE LA FRANCE

Les écarts se creusent entre les pays européens

DÉGRADATION DES NOTES DE LA ZONE EURO PAR STANDARD & POOR'S LE 13 JANVIER



DETTE PUBLIQUE EN 2011, en % du PIB (estimations)



TAUX DE FINANCEMENT À 10 ANS* au 13 janvier, en %

* sur le marché obligataire secondaire (celui de la revente)



SOURCES : STANDARD & POOR'S ; FMI ; BLOOMBERG

A quoi ressemble la vie après la perte de la note AAA ?

Pourquoi ces trois lettres, accolées aux emprunts d'un Etat, sont-elles si importantes ? Peut-on vivre sans ? Avec quelles conséquences ?

Depuis quand la France affichait-elle un AAA ?

Paris bénéficiait de la meilleure note possible chez Standard & Poor's depuis sa première évaluation, le 25 juin 1975, l'année où l'agence a recommencé à noter la dette de certains Etats (après une interruption de plus de trente ans). Coïncidence, 1975 est l'année

garantie auprès d'une banque centrale quand des établissements financiers lui empruntent des fonds.

Une dégradation est-elle synonyme de taux d'intérêt plus élevés ?

En théorie, les choses sont simples : les agences de notation don-

de notation. D'abord parce qu'ils bougent tous les jours et réagissent en permanence aux informations nouvelles, mais aussi parce qu'ils cherchent... à anticiper les décisions des agences. Voilà pourquoi les différents pays, jusqu'ici notés AAA au sein de la zone euro, empruntaient ces derniers mois à des taux forts différents.

Quelles seront les conséquences sur

bien moins que le taux de 3,7% prévu dans le projet de loi de finances pour 2012 pour ces emprunts à dix ans, qui font office de « baromètre ».

Désormais notée AA+, la France est évaluée comme la Belgique l'était jusqu'à fin novembre. Or celle-ci a emprunté à dix ans à un taux moyen de 4,24% en 2011. Soit environ un point de pourcentage de plus que la France. Selon les calculs des analystes d'Amundi,

lement de perdre son AAA. Ce dernier ne reposait que sur la garantie des six Etats de l'union monétaire bénéficiant jusqu'ici de la meilleure note possible : la France, le Luxembourg, l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Finlande. Or, de six AAA, la zone euro est passée à quatre, après la dégradation de la France et de l'Autriche. Et Paris était une des deux clés de voûte de ce système de garanties, vu le poids de son économie.

La France a-t-elle payé Standard & Poor's pour être notée ?

Le modèle économique de ces agences repose sur le principe controversé du « noté-payeur » : les emprunteurs s'« offrent » une évaluation pour faire acte de transparence, rassurer les investisseurs et pouvoir lever des fonds à meilleur prix. Un système généra-

La Grèce

face à ses engagements

EUROPE

17 JANVIER | MANIFESTATION SYNDICALE À ATHÈNES

Le nouveau gouvernement va-t-il appliquer les réformes si souvent promises ? Saura-t-il négocier sa dette avec les investisseurs privés ? De lourdes incertitudes demeurent. Cette année encore, Athènes pourrait ébranler l'Europe



En ce début d'année, les manifestations, nombreuses fin 2011, se sont calmées. Ici le 20 octobre 2011, à Athènes.

GERASIMOS KADILAKOS/INVISION-REA

ALAIN SALLES

Athènes, correspondance

Au mois de décembre 2011, on avait presque oublié la Grèce. Le nouveau gouvernement du banquier Lucas Papadémos a fait voter un budget de rigueur sans psychodrame. L'Europe et le Fonds monétaire international (FMI) ont fini par débloquer une tranche d'aide de 6 milliards d'euros retenue depuis trois mois. Les manifestations étaient clairsemées et sans violence. Début 2012, la Grèce se retrouve à nouveau au centre de toutes les inquiétudes européennes et mondiales. Va-t-elle réussir à négocier la réduction de 100 milliards d'euros de sa dette avec les investisseurs privés ? Cela sera-t-il suffisant ? Les réformes, tant de fois promises, vont-elles être réalisées ? La population va-t-elle supporter de nouvelles mesures d'austérité ?

Christine Lagarde, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy tirent à nouveau la sonnette d'alarme. La « troïka » (les représentants du FMI, de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne, BCE) devrait revenir à Athènes le 17 janvier. 2012 est encore une année de tous les dangers pour la Grèce, surtout pendant le premier trimestre, qui risque de ressembler aux trois mois les plus longs de l'histoire du pays. Avec une nouvelle perspective de faillite si l'Etat ne peut honorer une tranche de remboursement de 14 milliards d'euros à la mi-mars, procéder à une recapitalisation massive du secteur bancaire et organiser des élections législatives anticipées.

Le calme apparent de la fin 2011 tient au nouveau gouvernement de coalition, qui fait cohabiter, cahin-caha, les socialistes du Pasok, la droite de Nouvelle Démocratie et l'extrême

droite du Laos. C'est un exécutif bringueballant, avec des ministres parfois plus préoccupés de la situation au sein de leur propre parti que de celle de leur pays. Sa fragile cohésion risque de s'effriter au fur et à mesure que s'approchent les élections législatives anticipées, qui n'auront pas lieu avant début avril.

Homme courtois et affable, Lucas Papadémos, qui a prêté serment le 11 novembre 2011, peine à imposer son autorité à ce petit monde turbulent qui se précipite à la télévision pour donner son avis à la moindre occasion. Contrairement au chef du gouvernement italien, Mario Monti, qui a constitué un gouvernement de technocrates, M. Papadémos n'a pas choisi son équipe, qui a été composée pour l'essentiel après accord entre les principaux partis.

« Il a son style, il est discret », explique le politologue Georges Séfertzis, selon lequel il peut rester plus longtemps que prévu au pouvoir. Cet ancien président de la Banque de Grèce et vice-président de la BCE évite les grands discours et met en avant une approche modeste de l'exercice du pouvoir qui lui réussit plutôt dans les sondages. Il n'arrive pas à rassurer une population méfiante à l'égard de son profil de banquier technocrate, mais au moins il ne l'inquiète pas, contrairement à une bonne partie du personnel politique grec. « Ce gouvernement de coalition est mieux armé pour s'attaquer à la crise qu'un gouvernement issu d'un seul parti », assure une source proche du premier ministre, qui reconnaît qu'il faut trouver des moyens pour « améliorer son efficacité ». Des rumeurs de remaniement circulent régulièrement.

M. Papadémos passe beaucoup de temps à rencontrer les responsables de partis et à essayer de déminer les conflits internes opposant les ministres de Nouvelle Démocratie à ceux du Pasok, mais aussi au sein même du Parti socialiste. Les ministres les plus en vue, de celui des finances, Evangelos Venizélos, à celui du développement, Michalis Chryssos-

choïdis, en passant par Andréas Loverdos, à la santé, ou Anna Diamantopoulou, à l'éducation nationale, sont tous des candidats potentiels à la succession de Georges Papandréou à la tête du Pasok.

Malgré de nombreuses mesures d'austérité (baisse des salaires et des retraites, augmentation des impôts) douloureuses pour la population, le gouvernement grec a eu du mal à contenir son déficit en 2011, qui devrait se situer,

La Grèce affiche un déficit de confiance de la part de ses partenaires européens aussi important que son déficit financier. Elle ne peut plus se contenter de payer en promesses verbales

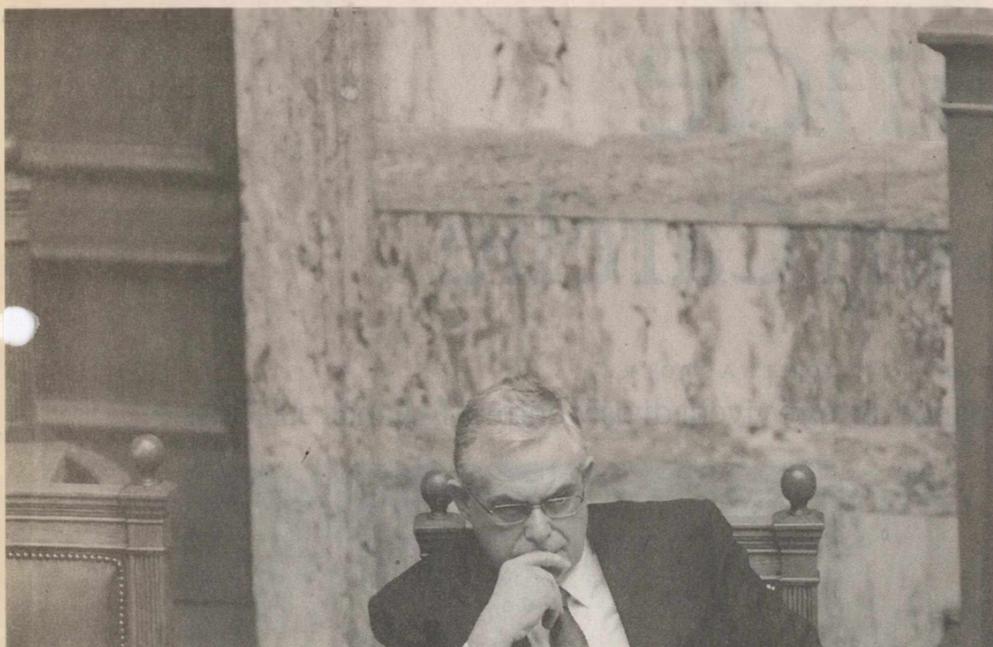
selon les estimations, aux alentours de 9,6% du produit intérieur brut (PIB) contre 10,5% en 2010. Ce décalage par rapport à une prévision de 7,5% s'explique en partie par l'aggravation de la récession : le PIB devrait reculer de 6% en 2011. « Mais la cause la plus profonde est le retard dans les réformes structurelles qui libéreront les forces économiques des carcans administratifs et des limitations réglementaires d'un autre âge », estime Panos Carvounis, le représentant de la Commission européenne à Athènes. « Le système politique grec n'est toujours pas prêt à payer le coût politique de ces réformes qui heurtent de nombreux avanta-

ges acquis », renchérit Angelos Tsakanitas, de la Fondation pour la recherche économique et industrielle.

C'est la première chose que regarderont les experts de la « troïka » à leur retour en Grèce, le 17 janvier. Ils ont quitté Athènes, début décembre 2011, en insistant sur deux points : la réduction de la taille du service public et la diminution des salaires du secteur privé. Deux sujets sur lesquels le gouvernement a peu de résultats concrets à présenter. « Nous accomplissons des réformes », assure une source proche du premier ministre, en citant un projet de loi sur la réforme de la justice pour accélérer les procédures, alors qu'il faut attendre souvent dix ans si une affaire va en cassation. Elle met en avant un nouveau projet de loi sur la libéralisation des professions réglementées, qui est un serpent de mer de la réforme à la grecque. Pharmaciens et avocats sont en grève pour protester contre cette réforme, comme ils l'étaient il y a un an, après l'adoption d'une loi sur le même sujet qui s'est avérée sans grands effets.

La Grèce affiche un déficit de confiance de la part de ses partenaires européens aussi important que son déficit financier. Elle ne peut plus se contenter de payer en mots et en promesses verbales. Elle doit montrer des actes, sans se contenter de faire voter des lois jamais mises en œuvre. Une des priorités du gouvernement est « de rendre applicables des lois qui ont été votées sans que les décrets d'application aient été adoptés ensuite », explique une source proche du premier ministre.

« La majorité des membres de la classe politique, à droite comme à gauche, n'a pas tiré les leçons des tragédies de ces dernières années. Ils n'ont pas pris conscience de leurs responsabilités et continuent à vivre comme avant », explique le politologue Elias Nikolakopoulos. Cela provoque une défiance grandissante à l'égard des dirigeants grecs, aussi bien de la part de la population grecque que des partenaires européens, qui accentuent leurs pressions sur le pays.



Lucas Papademos, le premier ministre grec, le 6 décembre 2011 au Parlement, à Athènes.

ANGELOS TZORTZINIS/AF



Dans une rue d'Athènes, en octobre 2011.

GERASIMOS KADILAKOS/INVISION-REA



Prière orthodoxe le jour de l'Épiphanie, le 6 janvier, à Porto Rafti, au nord d'Athènes. L'Église est très critiquée : elle ne paie pratiquement pas d'impôts.

JOHN KOLESIDIS/REUTERS

La « troïka » va poser de sévères conditions à la finalisation du nouveau plan d'aide à la Grèce de 100 milliards d'euros adopté par l'Union européenne le 27 octobre 2011. Ils chercheront à éviter le moindre relâchement des autorités grecques – qui ont tendance à s'endormir sur les réformes après avoir obtenu un répit financier – en cas de réussite du plan de réduction de la dette. Ils voudront s'assurer que les engagements pris ne seront pas remis en cause après d'éventuelles élections. Le président de Nouvelle Démocratie, Antonis Samaras, qui a combattu les mesures d'austérité, a mis beaucoup

d'eau dans son ouzo depuis que son parti participe au gouvernement ; mais il est d'un caractère imprévisible.

Le menu présenté par la « troïka » est dur à avaler pour la population, qui frôle l'indigestion en matière d'austérité sans en voir les résultats. « Toute la population est contre la "troïka", dont les mesures ne sont pas toujours compréhensibles », estime l'ancien ministre des finances (1992-1993) le libéral Stephanos Manos.

« L'opinion publique est persuadée que la recette appliquée sous la tutelle de la troïka ne

marque pas », renchérit Georges Séfertzis. Début 2011, la « troïka » avait poussé pour un gel des accords de branches afin de privilégier les accords d'entreprises, une mesure finalement adoptée. Dans son dernier rapport, le FMI constate – un peu tard – que 97% des entreprises sont des PME, qui emploient 75% des salariés. Ce qui limite très sérieusement les effets de cette mesure, qui a fortement mobilisé les syndicats.

« Depuis mai 2010, les autorités européennes – et le gouvernement grec – considèrent que plus la situation de l'économie grecque est perçue comme critique, plus les mesures d'austérité seront facilement acceptées », explique Panayotis Petrakis, professeur d'économie à l'université d'Athènes. Cette logique est de plus en plus difficilement acceptée par une population qui ne voit pas le bout du tunnel.

Le chômage, la pauvreté, le taux de suicide augmentent. « Le mouvement social s'est calmé depuis l'arrivée au pouvoir de M. Papademos. Il y a un mélange de résignation, de désespoir et de peur face à l'avenir », souligne le politologue Elias Nikolakopoulos. Il y a aussi une colère grandissante. Le président de la République Carolos Papoulias et d'autres personnalités politiques ont été à nouveau pris à partie par les foules lors des célébrations de la fête de l'Épiphanie, le 6 janvier. Même l'archevêque d'Athènes (et de toute la Grèce), Mgr Hiérionimos, a été interpellé au Pirée parce que l'Église ne prenait pas suffisamment la défense du peuple grec.

L'Église est la cible de nombreuses critiques car elle ne paie pratiquement pas d'impôts, tout comme les armateurs, qui pourraient participer davantage à l'effort de crise sans mettre en péril leur activité. Même s'il y a une plus grande tolérance et un sentiment de fierté à l'égard de ces entrepreneurs qui font du pays le numéro un mondial de la marine marchande. Autant dire qu'il reste encore de nombreux obstacles à surmonter. L'Europe n'a pas encore fini d'entendre parler de la Grèce. ■

Résultats mitigés contre la fraude fiscale

Il était l'un des symboles de la lutte contre la fraude fiscale. À l'automne 2010, Iannis Kapeleris, alors à la tête de la brigade anti-fraude du ministère des finances (SDOE), multipliait les interviews pour annoncer que les fraudeurs n'avaient qu'à bien se tenir. Il montrait aux médias du monde entier comment ses services débusquaient les piscines non déclarées avec le renfort d'hélicoptères et de Google Earth. Il avait pris du galon pour superviser au ministère des finances la collecte des impôts et des amendes. Iannis Kapeleris vient de démissionner, le 2 janvier, parce qu'il était soupçonné d'avoir protégé des trafiquants de carburant en bloquant leurs amendes...

La chute de M. Kapeleris – qui dément toute implication – souligne les difficultés de la lutte contre la fraude fiscale et les ambiguïtés de l'administration concernée : le ministère des finances, où la corruption est loin d'avoir été éradiquée. L'ancien responsable des systèmes d'information de ce même ministère, Diomidis Spinellis, a claqué la porte à l'automne 2011, se plaignant des pressions qu'il subissait, notamment sur cette question de trafic d'essence. Deux procureurs spécialisés dans l'investigation économique ont annoncé leur démission après avoir subi des pressions sur certaines affaires. Ce sont eux qui viennent de mettre en cause M. Kapeleris.

Pratique rodée

Sa démission intervient alors que la SDOE, le service antifraude, désormais dirigée par un ex-procureur antiterroriste réputé, Ioannis Diotis, s'est lancée dans de nombreuses arrestations de plusieurs hommes d'affaires, y compris des responsables de chaînes de télévision et de clubs de football. Ce service a désormais accès aux comptes en banque et procède à des audits ciblés. « Ces actions ont un grand impact », explique un conseiller du premier ministre, Lucas Papademos. Cela montre qu'on ne peut plus s'enrichir en pratiquant la fraude fiscale à grande échelle.

Les équipes de la SDOE ont marqué des points. Mais, dans la plupart des cas, l'affaire se solde par le versement d'une faible caution, en attendant le jugement. Le gouvernement a fait adopter une loi qui prévoit d'accélérer les procédures pour les fraudes fiscales et de limiter dans le temps les démarches d'appel. La pratique était bien rodée : une personne convaincue de fraude fiscale multipliait les recours et comptait sur la lenteur de la justice grecque pour attendre la décision finale, parfois dix ans après, l'entreprise ayant souvent déposé son bilan entre-temps.

Les experts européens de la *task force* chargés d'aider la Grèce dans ses réformes ont évalué à 30 milliards d'euros le montant des impôts impayés qui font l'objet de recours judiciaires. A titre de comparaison, les recettes fiscales pour l'ensemble de l'année 2010 ont été de 50 milliards.

Le montant des amendes est passé de 1,7 milliard d'euros en 2009 à 4,2 milliards en 2010. Mais les sommes finalement perçues sont nettement inférieures. Lors d'un débat sur la fraude fiscale en décembre 2011, Diomidis Spinellis avait expliqué que les autorités grecques ne parviennent à recouvrer que 20% des amendes. « Car, en général, l'Etat renonce à 40% de la somme et les 40% restants sont empochés par l'inspecteur des impôts chargé du recouvrement ». ■

A.S. (ATHÈNES, CORRESPONDANCE)

« Troïka » et « task force » à pied d'œuvre pour réformer le pays

PHILIPPE RICARD ET ALAIN SALLES

Bruxelles, Athènes, correspondants

Fin décembre 2011, lors d'une des nombreuses réunions sur la crise grecque, dans un grand hôtel athénien, Georges Karatzaferis, le président du parti d'extrême droite le Laos, a interrompu son discours pour saluer l'arrivée dans la salle du chef de la *task force* européenne, chargé d'aider la Grèce dans sa réforme administrative, Horst Reichenbach : « Ce n'est pas M. Papademos [le premier ministre], c'est M. Reichenbach. C'est la même chose ! » La réaction du leader populiste, dont le parti appartient à la coalition gouvernementale, illustre le malaise suscité par cette *task force* : un gouvernement *bis*, parfois présenté comme une force d'occupation allemande, en référence à la nationalité de M. Reichenbach.

« La *task force* procure de l'assistance technique à l'Etat grec, elle ne le supplée pas, nuance le représentant de la Commission européenne en Grèce, Panos Carvounis. Il y a bien sûr des voix discordantes, car la Grèce a souvent vécu sous la "protection" d'alliés pas toujours désintéressés. » Depuis la création de l'Etat grec en 1830, les pays européens, puis les Etats-Unis (jusqu'à la fin de la dictature des colonels en 1974), ont exercé une influence constante sur ce pays.

Pour la plupart des manifestants d'Athènes, la « troïka » (les représentants de la Commission européenne, du Fonds monétaire international et de la

Banque centrale européenne) et la *task force* s'inscrivent dans cette lignée. Un amalgame d'autant plus rapide que le chef du gouvernement, Lucas Papademos, a succédé, en novembre 2011, au socialiste Georges Papandréou avec la bénédiction des bailleurs de fonds internationaux, après le psychodrame suscité, en plein sommet du G20, par l'annonce d'un référendum sur le plan d'assainissement du pays.

En privé, les fonctionnaires bruxellois, échaudés, ne cachent pas leur volonté de surveiller de très près un pays qui a tendance à se contenter de promesses verbales, d'autant plus généreuses qu'elles ne sont pas suivies d'effet. Constatant la difficulté du gouvernement grec à mener à bien des réformes structurelles, la Commission européenne a mis sur pied une équipe d'une soixantaine de fonctionnaires de haut niveau, dont une vingtaine restent en permanence à Athènes.

En finir avec la bureaucratie

Horst Reichenbach est lui-même passé par la Banque européenne de reconstruction et de développement, après une longue carrière au sein de la Commission. Nommé en septembre 2011, il a depuis multiplié les rendez-vous avec les dirigeants grecs, tout en regrettant que leurs décisions ne soient pas toujours traduites sur le terrain, en raison, dit-il, d'un « manque de capacités ».

« La coopération se passe très bien. Nos interlocuteurs dans les ministères sont soulagés que nous soyons là », assure la chef de la délégation à Athènes, Georgette Lalès. La Grèce a signé un accord avec la

France pour qu'elle lui apporte son aide pour la réforme administrative. L'équipe française est constituée ; il ne reste plus qu'à mettre en place l'équipe grecque qui va travailler avec elle. La *task force* s'attaque, avec le FMI, à la cruciale réforme fiscale, pour que le gouvernement parvienne à faire rentrer l'impôt et à combattre la fraude fiscale. « La troisième priorité, explique M^{me} Lalès, est de simplifier l'environnement économique et l'ensemble réglementaire de l'Etat. Le coût de la bureaucratie représente 7% des dépenses d'une entreprise. C'est énorme. »

Au menu de la *task force* figurent aussi la réduction des dépenses de santé, la réforme de la justice, la réforme de l'organisme de contrôle des dépenses de l'Etat ou l'immigration. Une fonctionnaire belge a été détachée au ministère de la protection des citoyens pour ces questions, alors que les frontières entre la Grèce et la Turquie sont toujours aussi poreuses.

La *task force* a également pour mission d'aider la Grèce à dépenser l'argent que lui donne l'Europe pour éviter qu'il ne s'égaré dans les poches de certains intermédiaires, comme c'est arrivé dans un passé encore récent. Une centaine de projets ont été identifiés à la fin novembre 2011. Environ 13 milliards d'euros sont encore disponibles sur les fonds dévolus à Athènes d'ici à 2014. Parmi les chantiers en souffrance figurent la construction d'autoroutes, mais aussi, à plus long terme, le développement de centrales à énergie solaire. La relance de ces investissements, parfois interrompus par la crise, est censée apporter un peu de croissance à un pays en détresse. ■